L'histoire de l'intégration européenne au-delà du tournant critique

Histoire Politique, Laurent Warlouzet

▶ **To cite this version:**

Histoire Politique, Laurent Warlouzet. L'histoire de l'intégration européenne au-delà du tournant critique. Histoire@Politique : revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2024, 51, 10.4000/histoire-politique.15768 . hal-04435464

HAL Id: hal-04435464
https://hal.science/hal-04435464

Submitted on 6 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Histoire @ Politique

Histoire Politique
Revue du Centre d'histoire de Sciences Po

51 | 2023
Écrire l'histoire politique aujourd'hui

L'histoire de l'intégration européenne au-delà du tournant critique

The History of European Integration Beyond the Critical Turning Point

Laurent Warlouzet

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/histoirepolitique/15768
DOI : 10.4000/histoirepolitique.15768
ISSN : 1954-3670

Éditeur
Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique
Laurent Warlouzet, « L'histoire de l'intégration européenne au-delà du tournant critique », *Histoire Politique* [En ligne], 51 | 2023, mis en ligne le 30 décembre 2023, consulté le 31 janvier 2024. URL : http://journals.openedition.org/histoirepolitique/15768 ; DOI : https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.15768

Ce document a été généré automatiquement le 31 janvier 2024.

Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

L'histoire de l'intégration européenne au-delà du tournant critique

The History of European Integration Beyond the Critical Turning Point

Laurent Warlouzet

1 L'histoire de l'intégration européenne est singulière car animée par un puissant courant critique qui confine à l'autodénigrement. Un véritable épouvantail fédéraliste a été bâti, dénonçant une histoire serve et téléologique, annonçant les lendemains meilleurs des États-Unis d'Europe. Or une étude de l'historiographie de l'histoire de l'intégration européenne montre au contraire sa grande diversité et son caractère réflexif, loin des caricatures. Ses historiens et historiennes ne sont pas plus militants que ceux animant d'autres fronts pionniers, comme l'histoire de l'environnement ou l'histoire globale[1]. D'ailleurs, les relations privilégiées entre certains historiens et les institutions communautaires ont été sevrées dès 2000[2]. Le mouvement général est celui d'une forte diversification du champ, après la période pionnière passée à l'autodélimitation à la fin du XX^{e} siècle.

2 La construction européenne est un phénomène ancien et original de rapprochement volontaire, pacifique, libéral et démocratique des peuples et des pays européens[3]. Né en 1919 en tant que projet politique défendu en sommet, elle s'est cristallisée en 1948-1950 par de premières institutions, et centrée, à partir de 1957, autour d'un traité de Rome créant la Communauté économique européenne, qui continue de largement influencer notre actuelle Union européenne[4]. Cette dernière gère la monnaie, le commerce, une partie des législations environnementales et sociales, et a même pu s'immiscer dans la santé, les affaires étrangères ou la défense. La construction européenne a constitué une dynamique majeure dans la guerre froide, la décolonisation, les évolutions économiques et politiques et, aujourd'hui, dans la lutte contre le changement climatique. Comment comprendre la mondialisation, les inégalités, les identités, ou la vie politique contemporaine sans elle ? Ainsi, l'important

n'est pas de justifier ou d'infirmer l'intégration européenne, mais de l'expliciter pour mieux en appréhender l'histoire en dépassant le nationalisme méthodologique[5].

3 À partir d'un panorama historiographique récent[6], mettant l'accent sur les approches liées à l'histoire politique francophone, en conformité avec l'objet de la revue *Histoire@Politique*, cette contribution identifie trois lignes de force : d'abord la vigueur d'une approche critique s'attaquant à un épouvantail fédéraliste en partie fantasmé ; ensuite le dépassement de l'approche autocentrée - celle de la synecdoque européenne ; pour aboutir, enfin, à une étude plus normalisée de l'arène politique européenne.

L'épouvantail fédéraliste

4 L'histoire de la construction européenne a souvent été caricaturée comme dominée par une approche fédéraliste aux origines douteuses. Deux publications de 2007-2008 eurent un impact important dans la déconstruction du champ. Sur le plan méthodologique, l'historien britannique Mark Gilbert critiqua en 2008 l'usage par certains historiens d'expressions telles que « progrès » et « avancées » pour décrire les étapes du renforcement des communautés européennes, et au contraire la critique implicite de ceux qui s'y opposaient, comme Charles de Gaulle[7]. En France, un article d'Antonin Cohen de 2007 explora la genèse de la célébration du 9 mai 1950 comme Fête de l'Europe[8]. Il y stigmatisait une histoire partielle, qui oubliait les autres formes de construction européenne antérieure, et partiale, qui célébrait le rôle de Jean Monnet et des autres européistes issus de la Résistance, en oubliant ceux passé par Vichy. Il décortiquait la mise en scène du rôle de Jean Monnet, et le long processus de mobilisation collective qui aboutit à la rédaction de ses *Mémoires*.

5 Plus récemment, deux autres contributions importantes à ce champ d'étude furent les études d'Aliénor Ballangé sur le plan interne, et l'ouvrage sur l'Eurafrique de Peo Hansen et de Stefan Jonsson sur le plan externe[9]. Aliénor Ballangé, partant d'une analyse philosophique fine de trois des courants qui ont influencé la construction européenne, - le fédéralisme, le personnalisme et l'ordolibéralisme -, montre combien certains européistes préféraient à la notion de « peuple », celle de citoyens et de société civile organisée. Elle cible notamment Jean Monnet, qui, lorsqu'il fut le premier commissaire au Plan, louait un processus de consultation de milliers d'experts, de fonctionnaires et de représentants syndicaux et patronaux, en lieu et place de la démocratie directe. Quant à l'ouvrage de Peo Hansen et de Stefan Jonsson, il affirme de manière péremptoire que « les chercheurs se sont souvent abstenus d'examiner l'histoire des ramifications internationales de l'intégration européenne[10] », avant de citer dans son introduction de très nombreux travaux allant dans ce sens… Il entend démontrer les rôles négligés de la colonisation et de l'Eurafrique dans le processus d'intégration européenne en compilant de nombreux discours d'acteurs.

6 Ces études importantes, quatre des plus stimulantes dans un vaste champ d'études critiques, ciblent les dérives de certains historiens, qui, dans l'histoire de la construction européenne comme dans d'autres champs des sciences sociales, ont pu laisser leur empathie avec leur sujet affecter leur neutralité axiologique. L'approche d'histoire intellectuelle qu'elles adoptent permet par ailleurs de complexifier la généalogie de l'idée européenne.

7 Toutefois, il ne saurait être question de surestimer cette approche critique au risque de bâtir un véritable épouvantail fédéraliste, sans rapport avec la réalité. Ces quatre études empruntent largement à l'histoire intellectuelle plus qu'à l'histoire du processus de décision. Peu d'archives des institutions décisionnelles sont mobilisées[11]. Elles n'éclairent finalement qu'un pan de l'histoire. Ainsi, Mark Gilbert ne cible dans son article qu'un petit nombre d'historiens, déjà assez âgés lorsqu'il écrit, et exonère la nouvelle génération de ces travers. Antonin Cohen, quant à lui, opère une synthèse magistrale entre des éléments épars, mais déjà largement connus. Le rôle de Jean Monnet avait déjà été éclairé par l'article de Pierre Gerbet de 1995 qu'il cite, et par la biographie que lui consacra Éric Roussel en 1996[12]. Dès le colloque de 1987 tenu à l'occasion des trente ans du traité de Rome, l'historien Jean-Baptiste Duroselle expliqua comment il avait aidé Jean Monnet à écrire ses mémoires[13]. Autodidacte ayant quitté l'école à 16 ans, Monnet n'était pas un grand écrivain. Il n'écrivit ses mémoires que poussé et aidé par un milieu d'européistes[14].

8 La critique du lien idéalisé entre construction européenne et résistance est également utile, car certains européistes de deuxième rang n'avaient pas tous des états de service impeccables. Mais elle n'est pas neuve. Bernard Bruneteau avait déjà étudié l'idée d'Europe dans la collaboration dans une grande monographie parue en 2003, tandis qu'Edgar Morin l'évoqua dans un ouvrage de 1987[15]. Restent que les principaux acteurs politiques français des débuts de la construction européenne, Jean Monnet, René Pleven, René Mayer, André Philip ou Guy Mollet, étaient des résistants actifs et de longue date. Le personnage de Charles de Gaulle peut aussi être convoqué car c'est lui qui apporta un soutien décisif aux débuts de la Communauté européenne lors de son retour en pouvoir en 1958. Il déclarait alors dans un document interne :

> « L'Europe doit devenir pratiquement une réalité sur les plans politique, économique et culturel[16]. »

9 Certes de Gaulle ne voulait pas d'une Europe fédérale, mais il reste l'un des plus grands acteurs français de la construction européenne au sens où il a promu sa vision de l'organisation du continent, sans se contenter de réagir à des projets proposés par d'autres. La seule exception fut Robert Schuman qui vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Cette dramatique erreur fut néanmoins commise par de nombreuses personnalités de premier plan de l'après-guerre comme René Coty ou Antoine Pinay. Même le député français de confession juive Abraham Schrameck vota les pleins pouvoirs. Dès le 14 septembre 1940, Robert Schuman fut arrêté par la Gestapo, puis mis en résidence surveillée. Il s'échappa ensuite et resta caché. Aujourd'hui, le fait que certains européistes aient pu soutenir Vichy à ses débuts apparaît, après le renouvellement des études sur l'Occupation, comme assez banal. Le grand ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle, Maurice Couve de Murville, ne rejoignit la France Libre qu'en mars 1943, après avoir exercé d'éminentes responsabilités au ministère des Finances, et en proposant ses services au général de Gaulle comme au général Giraud. Finalement, même si une étude exhaustive reste à dresser, il ne semble pas que la construction européenne compte plus de collaborateurs ou d'hésitants que dans d'autres champs des politiques publiques[17].

10 Quant à la critique des apories de certains européistes sur le plan de la démocratie directe, elle se comprend si la construction européenne est remise dans son contexte politico-institutionnel. L'intégration européenne s'inscrivait dans une reconstruction d'un État français à la fois démocratique et libéral, mais aussi éminemment

technocratique. Les idées de Monnet participent bien de la vision des fonctionnaires « modernisateurs » de la IV[e] République[18], celle d'un État qui consulte les corps organisés de la nation pour les mettre en mouvement et orchestrer leurs mutations. Et que dire de la conception plébiscitaire et verticale de la démocratie promue par le général de Gaulle et ses épigones. De même, le dépassement du jeu parlementaire traditionnel par des instances supérieures est un phénomène puissant et global de l'après-1945. Tirant les conséquences des failles des démocraties des années 1930, de nombreux États occidentaux se sont dotés après la guerre de cours constitutionnelles, dont les pouvoirs croissants ont érodé ceux du Parlement. De même, l'émergence d'un droit international contraignant, en matière de droits de l'homme, de protection des réfugiés, et plus récemment de droit de l'environnement, irrite les plus souverainistes, sans parler des règles financières et commerciales internationales (celles du Fonds monétaire international, FMI, et de l'Organisation mondiale du commerce, OMC) qui existeraient toujours même si l'Union européenne disparaissait. Ainsi, une perspective d'histoire globale permet de relativiser la spécificité de la construction européenne et de l'inscrire dans un jeu complexe de reconstruction des démocraties libérales occidentales après les épreuves des guerres mondiales.

11 Enfin, toujours sur cette dimension globale, l'approche provocatrice de Peo Hansen et de Stefan Jonsson, sur le soi-disant oubli de la dimension coloniale de l'intégration européenne doit être amendée. Elle fut étrillée par l'historienne Anne-Isabelle Richard dans le compte rendu qu'elle dressa de la version originale du livre, paru en anglais[19]. Elle souligne que la thématique n'est pas neuve (*« The authors synthesizes most of the available scholarship on Eurafrica »*) et que le livre se fonde essentiellement sur des extraits de discours. De fait, dès le colloque de 1987 déjà cité, René Girault publiait un article sur l'Eurafrique, dont l'importance saute aux yeux de tous les historiens ayant étudié la politique française de la fin des années 1950, et qui n'ont cessé de publier dessus depuis[20]. Dans un ouvrage récent étudiant les rapports entre l'Algérie et la jeune Communauté européenne, Megan Brown montre combien les Six fuient la relation avec Alger, même si la France maintient une certaine ambiguïté pendant quelques années pour négocier des concessions post-indépendance, sans succès[21]. Plus généralement, l'ouvrage de Hansen et de Jonsson s'inscrit dans la chimère de l'Eurafrique, entretenue par certains milieux de l'époque sur la base d'une contradiction démocratique, et dont l'importance est très largement surestimée. Non seulement la plupart des partenaires européens de la France n'étaient pas intéressés par l'association avec l'Afrique, un marché étroit et marqué par l'opprobre coloniale, mais même en France, l'idée d'Eurafrique n'était qu'un slogan. Elle butait sur la contradiction de la démographie, que Frederick Cooper avait relevé en citant Édouard Herriot en 1946 : si les colonisés avaient les mêmes droits que les Français, alors la France deviendrait « une colonie de ses anciennes colonies[22] ». Ainsi, seule une association essentiellement commerciale émergea avec les accords de Yaoundé (1963), puis de Lomé (1975) et de Cotonou (2000).

Le dépassement de la synecdoque européenne

12 En réalité, loin de cet épouvantail fédéraliste, l'histoire de l'intégration européenne a dépassé le stade de la synecdoque, cette figure de rhétorique qui consiste à prendre la partie pour le tout, et donc l'Union européenne pour l'ensemble du continent européen. L'histoire de l'Europe ne se réduit pas à l'histoire de l'intégration

européenne et c'est plutôt la relation inverse qui prévaut aujourd'hui : c'est la première qui renouvelle la seconde. Certes, à ses débuts, le champ était marqué par une logique autocentrée caractéristique des fronts pionniers de la recherche. L'histoire fédéraliste a produit des ouvrages de qualité, qui restent d'actualité car, après tout, être fédéraliste n'est pas une tare[23]. Mais même à la fin du XXe siècle, l'histoire de la construction européenne était assez diverse. À l'échelle internationale, les deux auteurs les plus cités sont deux chercheurs anglophones défendant depuis les années 1990 l'approche interétatique : pour l'historien britannique Alan Milward comme pour le politiste américain Andrew Moravcisk, l'intégration européenne est avant tout une opération des États - et singulièrement des plus puissants d'entre eux comme la France et l'Allemagne - pour se renforcer[24]. Le fédéralisme n'est pour eux qu'un artifice discursif. Alan Milward n'a pas de mots assez durs pour les historiens fédéralistes, auxquels il s'est opposé toute sa vie durant, et pour ceux qui célébraient benoîtement ceux qu'il appelait les « Saints européens » comme Monnet[25].

13 L'ouverture des études européennes vers l'extérieur s'est accélérée au XXIe siècle, en partie sous l'effet de l'histoire globale : dans un article influent de 2013, l'historien allemand Kiran Klaus Patel appelait à « déprovincialiser » l'histoire de la construction européenne[26]. Il appliquait ainsi l'impératif de l'historien indien Dipesh Chakrabarty de « provincialiser l'Europe » dans l'histoire globale, à l'obligation de ne pas considérer l'histoire de la construction européenne du seul point de vue de l'Union européenne et des communautés qui l'ont précédée[27]. Des travaux précédents avaient déjà traité de ces alternatives aux organisations dominantes, mais sans s'inscrire explicitement dans cette perspective de décentrement.

14 Cette approche inspirée de l'histoire globale a donné lieu à de premières synthèses. Kiran Patel publia en 2018 un ouvrage fondamental et exigeant qu'il publia d'abord en allemand, en intégrant une dimension critique explicite dans le titre, qui disparut à la traduction anglaise, signe de la normalisation de cette perspective critique[28]. Il y déploie une étude thématique de l'intégration européenne tout en nuances, qui cherche tout autant à déconstruire l'histoire de l'Union européenne qu'à analyser ses spécificités, sans négliger ses failles. Le récit téléologique et univoque s'étiole. Dans la même dynamique, un autre ouvrage de synthèse publié en 2022 revisite l'histoire de l'intégration européenne à la lumière de l'opposition entre l'Europe libérale, l'Europe solidaire (socio-environnementale) et l'Europe puissance, à partir d'une approche combinant les perspectives socio-économique et politique[29].

15 La diversité actuelle des études sur l'intégration européenne témoigne pleinement de ce décentrement. Elle est d'abord chronologique, avec une exploration des idées européennes dès l'entre-deux-guerres[30]. En termes d'acteurs, le focus a été élargi au-delà du Panthéon des « Pères de l'Europe », en intégrant des personnages comme Charles de Gaulle ou les gaullistes, l'allemand Willy Brandt, le rôle des Espagnols comme Felipe Gonzalez ou encore Mikhaïl Gorbatchev avec son projet avorté de « maison commune européenne »[31]. Sur le plan géographique, les études des autres organisations européennes sont anciennes, en commençant par celles de Gérard Bossuat sur l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) de 1948. Le lien entre construction européenne et relation euro-atlantique demeure un champ d'étude toujours non négligeable dans le monde francophone[32]. Des études ont été consacrées au Conseil de l'Europe[33] et au Conseil économique d'assistance mutuelle

(CAEM) du bloc de l'Est[34]. Ces études ont toutes confirmé la spécificité et la puissance des institutions de l'Europe communautaire.

L'arène politique européenne

16 Finalement, l'Union européenne et ses ancêtres sont de plus en plus étudiés comme n'importe quelle autre arène politique, en interaction avec l'échelle nationale, et moins comme un phénomène de relations internationales[35]. Cela ne signifie pas que les organisations européennes constituent un État, mais qu'elles sont étudiées avec les mêmes outils de l'histoire politique que ceux utilisés à l'échelle nationale. À la base se situent les études institutionnelles commanditées par des organes gouvernementaux, souvent denses, factuelles et descriptives, comme l'*Histoire de la Commission européenne* en trois volumes[36]. Elles sont proches dans leur facture des ouvrages commandés par les comités d'histoire des ministères en France, et ont fait l'objet d'une posture réflexive[37]. Ces études institutionnelles peuvent certes paraître arides, mais elles sont indispensables pour comprendre la spécificité de l'intégration européenne et les rapports de force entre acteurs. Elles sont l'équivalent du latin pour les historiens du monde romain, un outil indispensable plus qu'une fin en soi.

17 L'approche institutionnelle a aussi généré, surtout en France, des travaux plus innovants dans une veine socio-historique visant à historiciser le phénomène d'intégration par le droit, par l'étude de la mobilisation de communautés transnationales de juristes pro-européens visant à faire émerger un droit fédéral européen, qui a permis de considérablement renouveler l'approche historique classique en dépassant l'approche interétatique traditionnelle[38]. Cette approche suscite d'ailleurs un débat historiographique avec d'autres historiens contestant cette généalogie fédéraliste afin de mettre l'accent, dans une logique milwardienne, sur le primat de la logique interétatique[39]. Les socio-historiens ont ensuite considérablement approfondi notre compréhension de la production des politiques publiques européennes à travers l'étude du rôle des avocats, des économistes, ou des cabinets de conseil dans la production des politiques publiques européennes depuis les années 1950[40].

18 La vie politique est aussi étudiée classiquement par le biais des acteurs, des partis, des familles politiques, ou des élections. Anne Dulphy et Christine Manigand en ont proposé une synthèse à une échelle hexagonale dans leur essai *La France au risque de l'Europe* paru en 2006. Empruntant à l'histoire du genre, Yves Dénéchère a montré combien l'Europe a représenté une opportunité de carrière pour des femmes politiques sujettes au machisme parisien. Prolongeant cette perspective, un collectif récent a étudié dans *L'Europe, une chance pour les femmes* toutes les interconnexions entre les problématiques de genre (représentation, discrimination) et la construction européenne dans une perspective historique, tandis que Sophie Jacquot est revenue sur l'histoire longue des politiques de genre, entre progrès et régression[41]. La revue *Histoire@Politique* s'est distinguée par la vigueur de ses études sur la circulation des idées et des acteurs au sein de l'espace institutionnel européen, en particulier à gauche et à l'extrême gauche[42], complétant les travaux de Michele Di Donato[43], de Mathieu Fulla[44] et de Judith Bonnin[45] sur ce thème. Dans l'histoire du temps présent, Marc Lazar y a aussi livré un essai historiographique sur les débats européens autour du populisme[46]. Ce renouvellement s'inscrit aussi dans une meilleure compréhension du Parlement européen, qui acquiert un rôle plus important dans le processus décisionnel

à partir des années 1980. De même, des phénomènes nationaux ont été étudiés à nouveaux frais sous l'angle européen, ainsi du « tournant » mitterrandien de 1983, largement remis en perspective[47]. Il n'est pas jusqu'à l'euroscepticisme qui fasse l'objet d'études toujours plus nombreuses, à l'image de sa place dans la vie politique française[48]. Enfin, au croisement de l'histoire politique et de l'histoire culturelle, l'étude fine des identités puis des lieux de mémoires européens a été entreprise. Les identités ont été appréhendées à partir du tournant de l'histoire culturelle des années 1990, en particulier avec des publications importantes de Robert Frank entre autres[49]. Par la suite, la thématique a évolué avec l'européanisation du concept de « lieux de mémoires » développé par Pierre Nora pour la France, en particulier dans le gros volume collectif *Europa. Notre histoire*, dont la genèse a été présentée dans la revue *Histoire@Politique*[50]. De manière significative, l'entrée consacrée à l'Union européenne dans ce collectif participe pleinement d'une approche critique eurosceptique[51].

19 Aujourd'hui, la direction la plus salutaire de l'histoire de la politique européenne est multiscalaire et multilingue. Exigeante, elle associe l'étude des organisations européennes et des États, et parfois d'autres acteurs, organisations internationales, collectivités locales, entreprises, syndicats, ou autres collectifs d'acteurs. Déployée à l'échelle internationale à partir des livres pionniers de Piers Ludlow et de Wolfram Kaiser, elle s'incarne aujourd'hui dans les travaux de l'école de Padoue[52]. Dans le monde francophone, cette approche s'observe dans des études sur la citoyenneté européenne[53], la défense[54], la monnaie et la finance[55], l'environnement[56], les entreprises[57], les syndicats[58], les sports[59], les collectivités locales ou encore les espaces transfrontaliers[60]. L'histoire de l'intégration européenne participe ainsi pleinement du renouvellement de l'histoire contemporaine dans toutes ses dimensions.

Conclusion

20 Loin de n'être qu'une histoire fédéraliste, l'histoire de l'intégration européenne a connu de puissants débats en son sein depuis ses origines, et plus encore depuis un tournant critique datant des années 2007-2008. La chronologie n'est d'ailleurs pas innocente. S'il paraît logique que, dans un domaine né dans les années 1980, une posture plus réflexive intervienne après les premières décennies des pionniers, cette mutation s'explique aussi par les évènements contemporains, le rejet du Traité constitutionnel du 29 mai 2005, puis la crise de l'eurozone. Ces deux évènements traduisent un apogée de l'ultralibéralisme européen qui menaça l'Union européenne dans son essence puis dans son existence[61]. L'euroscepticisme - vif ou modéré - est alors devenu largement une posture par défaut dans une large partie du monde intellectuel, médiatique et politique. La communauté historienne francophone a toutefois largement renouvelé ses approches, en particulier en se nourrissant de l'histoire politique. Le champ de l'histoire de l'intégration européenne se normalise, pour, de pionnier devenir transversal. L'Union européenne n'est plus étudiée comme un isolat, mais comme une partie de dynamiques historiques plus globales qu'elle éclaire d'une lumière révélatrice.

NOTES

1. Sur les tendances idéalistes et/ou téléologiques d'une partie de l'histoire globale : Patricia Clavin, « Defining Transnationalism », *Contemporary European History*, 14, 4, 2005, pp. 421-439 ; Hans-Gerhard Haupt, « Une nouvelle sensibilité : la perspective transnationale. Une note critique », *Cahiers Jean Jaurès*, 2, 2011, pp. 173-180 ; Kiran Klaus Patel, « An Emperor without Clothes? The Debate about Transnational History Twenty-five Years on », *Histoire@Politique*, n°26, mai 2016.

2. Morgane Le Boulay, « Investir l'arène européenne de la recherche. Le "Groupe de Liaison" des historiens auprès de la Commission européenne », *Politix*, 89, 2010, pp. 103-124. Depuis la réforme Kinnock de 1999-2000 tous les financements passent par le même système d'appel à candidature normalisé.

3. Par extension, l'histoire de la construction européenne a aussi été appliquée à des tentatives autoritaires (voir *infra*). L'article considère comme synonyme les notions d'histoire de l'« intégration » et de la « construction » européenne.

4. Sur l'histoire de l'intégration européenne, voir une série de manuels : Bino Olivi, Alessandro Giacone, *L'Europe difficile. Histoire politique de la construction européenne*, Paris, Gallimard, 2007 ; Sylvain Kahn, *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945*, Paris, PUF, 2021 ; Laurent Warlouzet, *Histoire de la construction européenne depuis 1945*, Paris, La Découverte, 2022.

5. Sur le nationalisme méthodologique : Sylvain Kahn, « Should Europe disturb historians? On the importance of methodology and interdisciplinarity », *European Law Journal*, 28(4-6), 2022, pp. 124-133 ; Ulrich Beck, « The cosmopolitan condition: Why methodological nationalism fails », *Theory, culture & society*, 24(7-8), 2007, pp. 286-290.

6. Pour un panorama plus international, nous renvoyons à Kiran Klaus Patel, « Widening and deepening? Recent advances in European Integration History », *Neue Politische Literatur*, 64, 2, 2019, pp. 327-357 ; Laurent Warlouzet, « European Integration History: Beyond the Milward Vs. Federalism Debate », dans Samuel B.H. Faure, Christian Lequesne (ed.), *The Elgar Companion to the European Union*, Edward Elgar, 2023, pp. 68-81.

7. Mark Gilbert, « Narrating the Process: Questioning the Progressive Story of European Integration », *Journal of Common Market Studies*, 46, 3, 2008, pp. 641-662.

8. Antonin Cohen, « Le "père de l'Europe". La construction sociale d'un récit des origines », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 2007, n° 166-167, pp. 14-29.

9. Aliénor Ballangé, « Bonne gouvernance ou post-démocratie ? La rationalité eunomique de l'intégration européenne », *Politique européenne*, 72, 2021, pp. 68-93 ; Aliénor Ballangé, *La Démocratie communautaire. Généalogie critique de l'Union européenne*, Paris, éditions de la Sorbonne, 2022 ; Peo Hansen, Stefan Jonsson, *Eurafrique. Aux origines coloniales de l'Union européenne*, Paris, La Découverte, 2022.

10. Peo Hansen, Stefan Jonsson, *Eurafrique...*, *op. cit.*, p. 24.

11. L'ouvrage sur l'Eurafrique n'en utilise qu'avec parcimonie.

12. Pierre Gerbet, « Jean-Baptiste Duroselle et l'Europe », *Relations internationales*, 83, automne 1995, pp. 355-360 ; Éric Roussel, *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1996.

13. Témoignage de Jean-Baptiste Duroselle dans Enrico Serra (dir.), *La relance européennes et les traités de Rome,* publication du colloque de Rome de 1987, Bruxelles, Bruylant, 1989, p. 627 ; voir aussi : Jean-Baptiste Duroselle, dans Fondation Jean Monnet pour l'Europe, *Témoignages à la mémoire de Jean Monnet*, Lausanne, Cahiers rouges, 1989, pp. 191-196. Il y remarque : « Monnet ne s'intéressait pas du tout à ses Mémoires. »

14. Il reconnaît d'ailleurs sa dette à François Fontaine, seul personnage remercié en ouverture de ses mémoires : « L'auteur remercie François Fontaine pour le concours qu'il lui a apporté avec la compréhension clairvoyante et la longue persévérance sans lesquelles rien n'est vraiment possible », Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, p. 7.

15. Bernard Bruneteau, *L'Europe nouvelle de Hitler : une illusion des intellectuels de la France de Vichy*, Paris, éditions du Rocher, 2003 ; Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1987 ; pour d'autres études sur ce thème de l'Europe autoritaire : Michel Dumoulin, *Plans des temps de guerre pour l'Europe d'après-guerre (1940-1947)*, Bruxelles, Bruylant, 1995, Julien Prévotaux, *Un européisme nazi. Le groupe collaboration et l'idéologie européenne dans la seconde guerre mondiale*, Paris, FX de Guibert, 2010 ; Georges-Henri Soutou, *Europa ! : les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste*, Paris, Tallandier, 2021.

16. Charles de Gaulle, « Note pour les Affaires étrangères du 13 août 1958 », dans Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, tome 8 : *juin 1958-décembre 1960*, Paris, Plon, 1985, p. 73.

17. À titre d'exemple, voir les continuités entre Vichy et l'après-guerre dans les acteurs et procédures de la reconstruction dans Danièle Voldman, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954 : histoire d'une politique. La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; voir plus généralement sur les éléments de continuité entre la fin des années 1930, Vichy et l'après-guerre dans Philip Nord, *Le New Deal français*, Paris, Perrin, 2016 [2010].

18. Brigitte Gaïti, « Les modernisateurs dans l'administration d'après-guerre. L'écriture d'une histoire héroïque », *Revue française d'administration publique*, 102, 2002, pp. 295-306.

19. Anne-Isabelle Richard, review of "Eurafrica: the untold history of European integration and colonialism By Peo Hansen and Stefan Jonsson", *Journal of Global History*, 11(1), 2016, pp. 151-153.

20. René Girault, « La France entre l'Europe et l'Afrique », dans Enrico Serra (dir.), *La relance européenne et les traités de Rome*, Bruxelles, Bruylant, 1989, pp. 351-378 ; Gérard Bossuat, *L'Europe des Français, 1943-1959*, Paris, Publications de la Sorbonne, Paris, 1996 ; Marie-Thérèse Bitsch et Gérard Bossuat (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique, De l'idée d'Eurafrique à la convention de Lomé I, histoire d'une relation ambiguë*, Bruylant, Bruxelles 2005 ; Guia Migani, *La France et l'Afrique Sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008 ; Louis Sicking, « A Colonial Echo: France and the Colonial Dimension of the European Economic Community », *French Colonial History*, 5, 2004, pp. 207-228 ; Frédéric Turpin, « L'association Europe-Afrique : une "bonne affaire" pour la France dans ses relations avec l'Afrique (1957-1975) », dans Marie-Thérèse Bitsch et Gérard Bossuat (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique...""*, *op. cit.*, pp. 345-359.

21. Megan Brown, *The Seventh Member State: Algeria, France, and the European Community*, Cambridge, Harvard University Press, 2022.

22. Frederick Cooper, *Citizenship between Empire and Nation: Remaking France and French Africa, 1945-1960*, Princeton, Princeton University Press, 2014.

23. Bino Olivi, et Alessandro Giacone, *L'Europe difficile. Histoire politique de la construction européenne*, Paris, Folio Histoire, 2007.

24. Alan Milward, *The European Rescue of the Nation-State*, Londres, Routledge, 1992 ; Andrew Moravcsik, *The choice for Europe: Social purpose and state power from Messina to Maastric*ht, Ithaca, Cornell UP, 1999.

25. Alan Milward, « Chapter VI : The lives and teaching of the European saints », dans Alan Milward, *The European Rescue of the Nation-State*, Londres, Routledge, 1992, pp. 319-400.

26. Kiran Patel, « Provincialising European union: Co-operation and Integration in Europe in a Historical Perspective », *Contemporary European History*, 22, 4, 2013, pp. 649-673.

27. Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princenton, Princeton UP, 2000.

28. Kiran Klaus Patel, *Projekt Europa. Eine kritische Geschichte*, Munich, C.H. Beck, 2018 ; Kiran Klaus Patel, *Project Europe. A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020.

29. Laurent Warlouzet, *Europe contre Europe. Entre liberté, solidarité et puissance*, Paris, CNRS Éditions, 2022.

30. Jean-Michel Guieu, *Le rameau et le glaive. Les militants français pour la Société des Nations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 ; Éric Bussière, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe, 1918-1935*, Paris, CHEFF, 1992 ; Sylvain Schirmann, *Crise, coopération économique et financière entre États européens, 1929-1933*, Paris, CHEFF, 2000 ; Sylvain Schirmann, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du IIIe Reich*, Paris, Armand Colin, 2006.

31. Sur de Gaulle : Institut Charles-de-Gaulle (dir.), *De Gaulle en son siècle*, tome 5 : *L'Europe*, Paris, Plon, 1992 ; Maurice Vaïsse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998 ; Laurent Warlouzet, *Le choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011 (synthèse dans Laurent Warlouzet, « De Gaulle as a Father of Europe: The Unpredictability of the FTA's Failure and the EEC's Success (1956–58) », *Contemporary European History*, 20, 4, 2011, pp. 419-434 ; sur les gaullistes : Christine Manigand, « L'Europe des gaullistes. Essai sur la place des gaullistes au sein des assemblées européennes (1948-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012, 4, pp. 9-21 ; sur Willy Brandt : Hélène Miard-Delacroix, *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013 ; sur l'Espagne : Matthieu Trouvé, *L'Espagne et l'Europe : de la dictature de Franco à l'Union européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2008 ; sur Mikhaïl Gorbatchev : Sophie Momzikoff, « Aux origines de la Maison commune européenne de Gorbatchev : influences et concepteurs (années 1970-1989) », *Histoire Politique*, 46, 2022, mis en ligne le 01 février 2022 ; DOI : https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.2803 [lien consulté le 15/12/2023].

32. Gérard Bossuat, *La France, l'aide américaine et la construction européenne, 1944-1954*, 2 vol., Paris, CHEFF, 1997 ; Pascaline Winand, *Eisenhower, Kennedy, and the United States of Europe*, Londres, St Martin Press, 1993 ; Jenny Raflik-Grenouilleau, *La Quatrième République et l'Alliance atlantique*, Rennes, PUR, 2013 ; François David, *John Foster Dulles, Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, 2012 ; Frédéric Gloriant, *Le grand schisme. La France, la Grande-Bretagne et les problèmes euro-atlantiques, 1957-1963*, Paris, PUR, 2024.

33. Birte Wassenberg, *Histoire du Conseil de l'Europe*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2013 ; Bertrand Vayssière, « Mettre les parlementaires européens devant leurs responsabilités : l'action fédéraliste auprès du Conseil de l'Europe (1949-1951) », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, 2, 16, 2011, p. 175-187.

34. Simon Godard, *Le laboratoire de l'internationalisme (1949-1989) : Le CAEM et la construction du bloc soviétique,* Paris, Presses de Sciences Po, 2021 ; Nicolas Badalassi, « La CSCE, instrument de la confrontation et outil du dépassement des asymétries européennes. Essai de bilan », *Politique européenne*, 76, 2, 2022, pp. 122-145.

35. Cela correspond d'ailleurs au célèbre appel lancé par Simon Hix en 1994 pour étudier le fonctionnement interne de l'Union européenne en utilisant les outils de la politique comparée, plus que des relations internationales : Simon Hix, « The Study of the European Community: The Challenge to Comparative Politics », *West European Politics*, vol. 17, nº 1, 1994, pp. 1-30.

36. Les trois volumes de l'*Histoire de la Commission* sont disponibles librement (https://op.europa.eu) tout comme les interviews d'acteurs (https://archives.eui.eu/en/oral_history) [liens consultés le 15/12/2023]. Le qualificatif de « descriptif » n'est pas péjoratif dans la mesure où l'auteur de ces lignes a lui-même écrit des chapitres dans deux des trois volumes de *l'Histoire de la Commission*.

37. Michel Mangenot, Sylvain Schirmann (dir.), *Les institutions européennes font leur histoire*, Bruxelles, Peter Lang, 2012.

38. Antoine Vauchez, *L'Union par le droit. L'invention d'un programme institutionnel pour l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 ; Julie Bailleux, *Penser l'Europe par le droit : l'invention du droit communautaire en France*, Paris, Dalloz, 2014.

39. Emmanuel Comte, « Xénophobie en mer. Marins français contre étrangers dans la Communauté européenne (1971-1975) », *Le Mouvement social*, 264, 3, 2018, pp. 41-59 ; Morten Rasmussen et Dorte Sindbjerg Martinsen, « EU constitutionalisation revisited: Redressing a central assumption in European studies », *European Law Journal*, 25, 3, 2019, pp. 251-272.

40. Citons une série de doctorats importants, pas tous publiés pour le moment : Pierre Alayrac, « Une noblesse d'Europe. Socio-histoire de l'autorité des économistes de la Commission européenne (1958-2019) », doctorat dirigé par Marine de Lassalle (Strasbourg) et Sylvain Laurens (EHESS), 2022 ; Lola Avril, « Le costume sous la robe. Les avocats en professionnels multi-cartes de l'État régulateur européen : genèse, consolidation, contestations (1957-2019) », doctorat dirigé par Antoine Vauchez (CNRS/Paris 1), 2019 ; Hugo Canihac, *La fabrique savante de l'Europe : une archéologie des savoirs de l'Europe communautaire*, Bruxelles, Bruylant, 2020 ; Mélanie Vay, *La mise en problème européen de l'économie publique : socio-histoire des mondes de l'entreprise publique au contact de la politique européenne (1957-1997)*, Paris, Dalloz, 2021.

41. Anne-Laure Briatte, Éliane Gubin, Françoise Thébaud (dir.), *L'Europe, une chance pour les femmes ?*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019 ; Sophie Jacquot, « Les partenaires sociaux européens et la politique d'égalité de genre : de la méfiance à l'empêchement », *Politique européenne*, 74, 4, 2021, pp. 54-77 ; Sophie Jacquot, « Gender Equality Policy », dans Samuel B.H. Faure et Christian Lequesne (eds.), *The Edgar Companion to the European Union*, Chelteham, Edwar Elgar, 2023, pp. 285-297.

42. Signalons tout particulièrement deux dossiers de la revue *Histoire@Politique* : « Nouvelles gauches et extrêmes gauches européennes à l'épreuve des années 1970 », *Histoire@Politique*, 42 (2020) sous la direction de Lucia Bonfreschi et Frank Georgi, https://journals.openedition.org/histoirepolitique/575 ; « Les communistes et l'Europe : de l'eurocommunisme au rêve de Maison commune européenne », *Histoire@Politique*, 46 (2022), sous la direction de Frédéric Heurtebize et Céline Marangé, https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2414 [liens consultés le 15/12/2023].

43. Michele Di Donato, « Au carrefour des internationalismes. Le socialisme d'Europe du Sud et l'« apprentissage de l'international » par le Parti socialiste français (1974-1976) », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 150, n° 2, 2021, pp. 111-123.

44. Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.

45. Judith Bonnin, « Saisir et cartographier une vision du monde : Les socialistes français face à la mondialisation (1971-1983) », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 142, 2019, pp. 123-140.

46. Marc Lazar, « À propos du populisme », *Histoire@Politique*, 42 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2020, DOI : https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.645 [consulté le 15/12/2023].

47. Mathieu Fulla, « Quand Pierre Mauroy résistait avec rigueur au "néolibéralisme" (1981-1984) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (2), 2018, pp. 49-63 ; Mathieu Fulla, « The Neoliberal Turn that Never Was: Breaking with the Standard Narrative of Mitterrand's tournant de la rigueur », *Contemporary European History*, 2023, pp. 1-22 ; Laurent Warlouzet, « Le spectre de la crise financière française de 1983: Influences et solidarités européennes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2018, pp. 93-107.

48. Birte Wassenberg, Frédéric Clavert, Philippe Hamman (dir.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne, de 1945 à nos jours*, vol. 1, Stuttgart, Franz Steiner, 2010 ; Maria Gainar, Martial Libera (dir.), *Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne, de 1945 à nos jours*, vol. 2, Stuttgart, Franz Steiner, 2013 ; voir les contributions du numéro 28/1 du *Journal of Europe Integration History* de 2022 qui est consacré à ce thème.

49. Robert Frank *et al.* (dir.), *Les identités européennes au XX^e^ siècle : diversités, convergences et solidarités*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2014 ; Bertrand Vayssière,« Le passé européen est-il un

acquis communautaire' ? », dans Sylvaine Poillot-Peruzzetto (dir.), *Trajectoires de l'Europe, unie dans la diversité depuis 50 ans*, Paris, Dalloz, 2008, pp. 33-36.

50. Étienne François et Thomas Serrier, « Mémoires européennes : nouvelles enquêtes », *Histoire@Politique* [En ligne], 37 | 2019, mis en ligne le 01 février 2019, DOI : https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.4740 [consulté le 15/12/2023] ; Étienne François, Thomas Serrier (dir.), *Europa. Notre histoire*, Paris, Les Arènes, 2017 ; Voir aussi sur ce thème : Christine Cadot, *Mémoires collectives européennes,* Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2019 ; Oriane Calligaro, *Negotiating Europe: EU promotion of Europeanness since the 1950*s, Basingstoke, Palgrave, 2013.

51. L'article a été rédigé par l'historien suédois du temps présent Bo Strath : Bo Strath, « Bruxelles ou la sortie de l'histoire », dans Étienne François, Thomas Serrier (dir.), *Europa. Notre histoire*, Paris, Les Arènes, 2017, pp. 473-486.

52. Terme inventé par l'auteur, il désigne un ensemble d'auteurs italiens passés par Padoue auprès d'Antonio Varsori (ou auparavant par Florence où il officiait) qui, au-delà d'une grande diversité de thématiques, pratiquent tous et toutes une histoire des politiques publiques à la fois multiscalaire et internationale par les sources consultées, croisant les perspectives de l'histoire des relations internationales d'une part, et de l'histoire économique d'autre part. Certains publient en français. Voir entre autres les travaux de David Burigana, Elena Calandri, Giuliano Garavini, Lorenzo Mechi, Simone Paoli, Francesco Petrini, Angela Romano.

53. Michel Catala, Stanislas Jeannesson, Anne-Sophie Lamblin-Gourdin (dir.), *L'Europe des citoyens et la citoyenneté européenne. Évolutions, limites et perspectives*, Bruxelles, Peter Lang, 2016

54. Samuel Faure, *Avec ou sans l'Europe : le dilemme de la politique française d'armement*, Bruxelles, éditions de l'ULB, 2020 ; Samuel Faure et Catherine Hoeffler, « L'européanisation sans l'Union européenne. Penser le changement des politiques militaires », *Politique européenne*, 2, 48, pp. 8-27 ; Pierre Haroche, « Retour sur l'échec de l' "armée européenne" (1950-1954) : quelles leçons pour demain? », *Les Champs de Mars*, 2, 2018, pp. 47-72 ; Pascal Deloge, David Burigana, « Pourquoi la standardisation des armements at-elle échoué dans les années 1950 ? Éléments de réponse et pistes de réflexion autour d'un cas : le comité FINABEL », *Entreprises et histoire*, 51, 2, 2008, pp. 103-116.

55. Alexis Drach et Olivier Feiertag, « Le sens de la mondialisation : surveillance bancaire et globalisation financière du XX^e^ au XXI^e^ siècle », *Monde (s). Histoire, espaces, relations*, 2018, pp. 133-154 ; Mathieu Dubois, *Les conséquences économiques de Mai 68. Du désordre social français à l'ordre monétaire européen*, Bruxelles, Peter Lang, 2018 ; Emmanuel Mourlon-Druol, « Les banquiers centraux de l'échec du plan Werner à la création du SME, 1974-1979 », *Histoire, économie & société*, 30, 4, 2011, pp. 39-46 ; Emmanuel Mourlon-Druol, *A Europe made of money: the emergence of the European monetary system*, Ithaca, Cornell University Press, 2012.

56. Notamment sous l'angle des négociations européennes sur la réduction des émissions automobiles : voir l'article à paraître d'Alexandre Lauverjat ; Samuel Klebaner & Sigfrido M. Ramírez Pérez, « Managing technical changes from the scales of legal regulation: German clean cars against the European pollutant emissions regulations in the 1980s », *Management & Organizational History*, 14, 4, 2019, pp. 442-468 ; Alice Milor, *Construire l'automobile, conduire l'Europe Industriels, consommateurs et responsables politiques (1972-1998)*, doctorat dirigé par Pascal Griset (Sorbonne Université), 2021 ; Mattias Näsman, Sabine Pitteloud, « The power and limits of expertise: Swiss–Swedish linking of vehicle emission standards in the 1970s and 1980s », *Business and Politics* (2022), 24, pp. 41-260, doi:10.1017/bap.2022.3 ; Laurent Warlouzet, *Europe contre Europe*, *op. cit.*, pp. 130-131 ; plus généralement, voir : Éric Bussière, Anahita Grisoni, Hélène Miard-Delacroix, Christian Wenkel (eds.), *The Environment and the European public sphere: Perceptions, Actors, Policies*, Winwick, The White Horse Press, 2020.

57. Mathias Kipping, *La France et les origines de l'Union européenne : Intégration économique et compétitivité internationale*, Paris, CHEFF, 2002 ; Laurence Badel, Éric Bussière, Michel Dumoulin, Ruggero Ranieri, avec la collaboration de Thierry Grosbois, « Cercles et milieux économiques »,

dans Robert Frank *et al.* (dir.), *Les identités européennes…*, *op. cit.*, pp. 13-45 ; voir enfin les nombreux travaux d'un auteur francophone, souvent parus en anglais : Sigrifo Ramirez Perez, « Embedding the market during times of crisis: the European automobile cartel during a decade of crisis (1973–1985) », *Business History*, 62, 5, 2020, pp. 815-836.

58. Nicolas Verschueren, « Crises et intégration européenne. Experts et pratiques de la restructuration industrielle durant les années 1960 », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 144, 2019, pp. 52-64 ; Pascal Raggi, « Deux territoires sidérurgiques en reconversion : la Lorraine au miroir du Luxembourg », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 144, 2019, pp. 161-174 ; Emmanuel Comte, Emmanuel, « Xénophobie en mer. Marins français contre étrangers dans la Communauté européenne (1971-1975) », *Le Mouvement social*, 264, 2018, pp. 41-59 ; Aurélie Andry, *Social Europe, the road not taken: The left and European integration in the long 1970s*, Oxford, Oxford UP, 2022.

59. Philippe Vonnard, « Populariser davantage l'idée européenne par l'aide des sports ». La CEE, l'UEFA et le projet de Coupe du Marché commun en football (1966-1968) », *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, 24, 2018, pp. 353-371.

60. Yves Dénéchère, Marie-Bénédicte Vincent (dir.), *Vivre et construire l'Europe à l'échelle territoriale de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; Bernard Reitel, Birte Wassenberg, *La coopération territoriale en Europe : une perspective historique*, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2015.

61. Sur l'apogée ultralibérale sous Barroso : Laurent Warlouzet, *Europe contre Europe*, *op. cit.*, pp. 360, 371, 437.

RÉSUMÉS

L'histoire de l'intégration européenne est singulière car animée par un puissant courant critique. Il repose sur la stigmatisation d'une histoire censée être complaisante envers une dynamique technocratique et issue en partie de Vichy. Or l'étude de l'historiographie francophone de l'histoire de l'intégration européenne permet au contraire de réfuter ces critiques en les remettant en perspective dans une histoire plus globale, à l'image d'un champ qui s'est considérablement renouvelé en s'ouvrant. L'Union européenne n'est plus étudiée comme un isolat, mais comme une partie de dynamiques historiques qu'elle éclaire d'une lumière révélatrice.

The history of European integration is unique, as it is driven by a internal powerful critical movement. It critizes the tendencies of historians to be complacent towards a European integration described as a technocratic process based in part on the legacy of the Vichy Regime. And yet, French historiography of European integration allows us to refute these criticisms, recontextualizing them within a more global perspective on history as the field itself has broadened in scope. The European Union no longer needs to be studied as an isolated phenomenon but can be seen as an integral part of larger historical dynamics, on which it can in turn shed light.

INDEX

Mots-clés : Europe, Union européenne, historiographie, fédéralisme
Keywords : Europe, European Union, historiography, federalism

AUTEUR

LAURENT WARLOUZET

Laurent Warlouzet est professeur d'histoire à Sorbonne Université, agrégé d'histoire et ancien postdoctorant à l'Institut universitaire européen de Florence ainsi qu'à la London School of Economics. Il a publié un essai interprétant l'histoire des coopérations européennes de 1945 à 2022 au prisme d'une opposition entre les approches de marché, socio-environnementales et protectionnistes : *Europe contre Europe. Entre liberté, solidarité et puissance* (Paris, CNRS Éditions, 2022). Ses idées sont synthétisées dans un court manuel : *Histoire de la construction européenne depuis 1945* (Paris, La Découverte, 2022).